



Pour nos retraites, le combat doit continuer. Nous ne lâchons rien.

La très grande majorité de la population exprime toujours son opposition à la loi même promulguée sur les retraites.

Un mouvement social d'une ampleur exceptionnelle s'est développé depuis le mois de juin. Il porte l'ambition d'une autre réforme des retraites juste, solidaire et efficace.

Une loi injuste, même votée, reste injuste. Nous n'en voulons pas.

Cette loi nous a été imposée sans aucune négociation par un passage en force.

De plus, elle porte en elle-même son extinction reconnaissant qu'elle ne répond pas aux enjeux, qu'elle n'assure pas la pérennité du système par répartition.

Elle reste un sujet absolu de conflit social dans le pays, dans les entreprises, dans les services.

La mobilisation se poursuit. Elle s'inscrit dans la durée. La mobilisation d'aujourd'hui en est une nouvelle étape.

Le dossier des retraites fait partie d'un ensemble social sur lequel nous interpellons aujourd'hui le patronat et le gouvernement :

- **L'emploi** : dans les secteurs privé ou public, ce sont des dizaines de milliers d'emplois que les salariés sont en train de perdre, auxquels des dizaines de milliers de jeunes ne pourront accéder ;
- **Les salaires** : Ils sont bloqués par le gouvernement et le patronat. Ce blocage nous impose une régression terrible de notre pouvoir d'achat. De plus, emploi et salaire sont les deux piliers du financement des retraites par répartition.
- **L'avenir des jeunes** : Etre jeune ne doit plus signifier des années de précarité, de galère, de pauvreté.
- **Les conditions de travail** : La pénibilité, c'est au quotidien sur le poste de travail. Nous refusons partout des conditions de travail indignes qui sacrifient l'humain aux profits.
- **Les Services publics** : Toujours moins de services publics, c'est toujours moins de services rendus aux plus démunis.

Les moyens financiers existent pour consolider la retraite à 60 ans.

Les moyens financiers existent pour une vraie politique de l'emploi.

Les moyens financiers existent pour des services publics au service de tous.

En continuant à nous mobiliser, nous maintenons notre exigence sociale d'un autre partage des richesses que nous créons au quotidien dans notre pays.

Les massacreurs sont du côté de pouvoir économique et politique. Ils portent la responsabilité de la crise actuelle.

Nous voulons travailler pour notre avenir, pour celui de nos enfants et non pour les banques.

La promulgation de la loi n'arrêtera pas le puissant mouvement qui s'est développé dans le pays.

Nous continuons à nous battre contre cette loi, à demander son abandon, à promouvoir les revendications pour un véritable dialogue social.

Tout est possible en nous réunissant dans l'unité la plus large. Le combat continue. Nous ne lâcherons rien.

Motion adoptée le :

par les salariés de :